SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Pas de mesure générale sur les salaires : l'UNSA Fonction Publique appelle à une mobilisation massive le 17 novembre

ACTUS MILITANTES



L'UNSA Fonction Publique a répondu à l'invitation du Premier Ministre afin de trouver des solutions aux deux urgences prioritaires des agents publics : le pouvoir d'achat et les perspectives salariales. Les propositions ne répondent pas aux attentes.

Dans un contexte d'inflation qui repart à hausse, l'urgence salariale est en effet une priorité et pas uniquement pour les plus modestes. Les agents vivent la dégradation de leur rémunération comme une injustice, alors qu'ils répondent présent à chaque crise.

Depuis 2017, leur pouvoir d'achat s'est dégradé de 16%. Près de 900000 agents ont désormais un traitement indiciaire inférieur au SMIC et, après le coup de pouce au SMIC annoncé en début de semaine, ils seront 1,2 millions.

Les choix effectués ces dernières années détruisent non seulement les dynamiques salariales mais aussi les perspectives de carrière car bientôt, avec l'inflation, l'ensemble des grilles risque d'être rattrapé par le SMIC. Par ailleurs, les pensions de retraite des agents publics baissent mécaniquement.

La Fonction Publique connaît une crise inédite d'attractivité : depuis 2010, le nombre de candidats aux concours a diminué de 41%.

Les propositions énoncées aujourd'hui par le Premier Ministre sont des pas indispensables mais ne répondent pas aux attentes immédiates en termes de pouvoir d'achat, carrières, égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Sans une mesure générale pour tous les agents publics (dégel du point d'indice), l'UNSA Fonction Publique, avec l'ensemble des organisations syndicales, appelle à une mobilisation massive et à la grève le 17 novembre prochain.

Bagnolet, le 13 novembre 2026

Luc Farré

Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique

L'intersyndicale fonction publique appelle à la mobilisation et à la grève le mardi 17 novembre afin d'exiger une hausse immédiate de la valeur du point d'indice.
Pour nos organisations CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FAFP, il n'est pas envisageable qu'une telle mesure ne soit pas prise au regard de l'inflation qui continue de progresser. (3,4% en octobre)
Aucune réponse n'a été apporté par le gouvernement.
Il n'est pas acceptable que le point d'indice reste gelé une quatrième année. Les 5,8 millions d'agents publics doivent être reconnus.
Nos organisations rappellent qu'elles sont déterminées à obtenir rapidement des réponses indispensables pour les agents publics. Elles exigent :
• immédiatement une autre politique de rémunération avec notamment le dégel de la valeur du point d'indice, sa revalorisation immédiate et significative, son indexation sur l'inflation, des premières mesures indiciaires de revalorisation des carrières ;
• l'ouverture rapide du chantier de refonte des grilles indiciaires pour revaloriser les carrières de toutes et tous, répondre aux enjeux de renforcement des services publics et imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
• des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui permettent de garantir les droits des citoyen?nes et des usager?es et de répondre à leurs besoins par des services publics et une protection sociale de qualité ;
• l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des agent?es publics en congé de maladie ordinaire.
La CGT, l'UNSA, la FSU, Solidaires, CFE-CGC et FAFP appellent les agents publics à la manifestation et à la grève le mardi 17 novembre.
Paris, le 9 novembre 2026.